Contre Attaque Guerre contre les street medics ...

L’ÉTAT EN GUERRE CONTRE LES STREET MEDICS

– Les violences policières, qu'elles soient physiques ou institutionnelles, se multiplient contre les soignant·es bénévoles. Analyse et recensement d’une dérive macabre qui met des vies en danger. –

Ces dernières semaines, la brutalité indiscriminée des forces de l’ordre s’est révélée dans toute sa violence. Si les mutilations à l’encontre de lycéen·nes et d’enfants sont déjà largement documentées, ce sont désormais les street medics qui sont la cible assumée des forces de l’ordre et du gouvernement, malgré le rôle vital que ces dernier·es remplissent dans les rues.

Le déploiement progressif des street medics en France coïncide avec l'augmentation de l’usage, désormais industriel, d’armes mutilantes et potentiellement mortelles. Rassemblé·es en collectifs, les medics quadrillent la France et apportent une aide bénévole et précieuse aux blessé·es. Identifiables à leur tee-shirt blanc et à leur casque peints d’une croix rouge, ces équipes, souvent composées de pompier·es volontaires, d’infirmier·es ou de médecins, sont systématiquement parmi les premier·es à intervenir en cas de blessure dans le chaos d’une manifestation. S’attaquer à des soignant·es, c’est organiser la mise en danger volontaire de milliers de personnes. Le cas d’Ahmed, un manifestant dont l’artère fémorale a été sectionnée par une grenade le 17 octobre, est éloquent. Alors qu'il se vidait de son sang dans la rue, Ahmed doit sa vie à l’intervention rapide de street medics qui l’ont transporté à l’hôpital en urgence, sur un plateau roulant, au cœur des affrontements du 17 octobre.

Offensive administrative

Les medics sont désormais dans le collimateur du gouvernement et des préfectures. De plus en plus d’arrêtés préfectoraux interdisent le transport de matériel de protection ou médical en manifestation, comme les masques chirurgicaux et le sérum physiologique, y compris pour les street medics, ce qui revient à les empêcher d’assurer leur mission.

Choqué par ces confiscations répétées, un collectif de soigneur·ses

de rue de Nancy a porté le débat jusqu'au Conseil d'État, en parallèle des débats parlementaires autour de la loi «casseur-payeur». Dans ces deux institutions, gouvernement comme préfecture ont déployé un narratif affolant pour assimiler, contre toute logique, les medics à des manifestant·es ordinaires.
Au Sénat, Laurent Nunez lui-même est monté à la tribune pour défendre bec et ongles un amendement empêchant la création de tout statut spécifique pour les medics et les observateurs indépendants. Dans sa déclaration surréaliste, le ministre de l'Intérieur est allé jusqu'à affirmer que «ce ne sont pas les 'street medics' qui s'occupent réellement des blessés», ajoutant que ces dernier·es «entravent parfois l'action des forces de sécurité intérieure». Parallèlement, la préfecture de Meurthe-et-Moselle a jugé dans un arrêté que le travail des street medics serait carrément «potentiellement dangereux» pour les manifestant·es soigné·es… On se demande bien comment des personnes armées de bandages et de sérum phy seraient plus dangereuses que des grenades.
La volonté des pouvoirs publics d'exposer des soignant·es parfaitement reconnaissables à la brutalité policière fait froid dans le dos. En plus d'organiser méthodiquement l'impunité policière, l'État cherche donc à donner délibérément des consignes pour empêcher que les blessures graves soient prises en charge. Il s'agit littéralement d'une stratégie de mise en danger de milliers de personnes susceptibles d'être blessées dans la rue. Mais la violence de l'État passe aussi par l'acharnement policier dont les medics sont victimes depuis le début du mouvement.
Acharnement policier
En plus d'être entravé·es dans leur mission, des dizaines de medics ont récemment été la cible assumée de la sauvagerie policière. Notre recensement, non exhaustif, vise à illustrer la brutalité indiscriminée des forces de l'ordre, qui n'hésitent pas à prendre pour cibles des soignant·es pourtant reconnaissables à leur tenue vestimentaire.
– À Paris, le 17 octobre, un medic prénommé Antoine est roué de coups par des policiers, puis transporté inconscient jusqu'à l'hôpital.
– Le 17 octobre, place de la République, en marge de la manifestation contre la vie chère, un street medic encaisse un coup

de matraque, s'effondre et perd connaissance après avoir été percuté par un policier.
– À Nancy, le 17 octobre, la police a tiré des grenades lacrymogènes à l'intérieur d'un poste de secours improvisé, avec plusieurs blessé·es à l'intérieur. Une medic présente sur les lieux et interrogée par Contre Attaque assure que le geste était intentionnel. Les secours ont également été empêchés par la police d'accéder au lieu.
– À Paris, le 17 octobre, un policier braque son LBD sur un médecin, pourtant reconnaissable à sa tenue.
– À Paris toujours, deux medics prenant en charge une brûlure sévère sont gazé·es par les forces de l'ordre.
– À Toulouse, le 17 octobre, une grenade explose à proximité d'Élise, medic pour la journée. Son pied est perforé par un éclat de grenade qui atteint son nerf.
– Le 24 octobre, à Reims, une medic est gravement blessée à la tête par une grenade. Dans le récit qu'elle nous a fait parvenir, la soignante raconte avoir «rouverts [ses yeux] une fraction de seconde» pour apercevoir une grenade exploser à ses pieds. «Mes oreilles se sont mises à siffler, me laissant totalement sonnée. […] j'ai voulu rouvrir les yeux : mes doigts étaient maculés de gouttes de sang. C'est là que j'ai réalisé que mon visage venait d'être touché». Conduite aux urgences, la plaie béante sur son front a été suturée.
– À Strasbourg, le 24 octobre, un street medic portant secours à un manifestant blessé est roué de coups par la police après une charge.
– Au Mans, l'infirmière scolaire du lycée Jean-Monnet, également bénévole street medic, est traînée au sol par des gendarmes puis rouée de coups de matraque. Placée en garde à vue et poursuivie pour «outrage» et rébellion, la vidéo de son interpellation avait choqué l'opinion. «Celui qui m'a matraquée avait de la haine dans les yeux».
– À Marseille, le 31 octobre, Linda, professionnelle de santé, a eu l'avant-bras gauche fracturé par un coup de matraque. « Ça venait de partout. Je me souviens du premier coup qui m'a sonnée et du dernier, quand j'étais au sol et que j'ai entendu ma sœur crier. Je ne voyais plus rien et j'ai compris ensuite que c'était à cause de mon masque ensanglanté. » Une autre medic a, elle aussi, été

frappée au visage.
– Le même jour à Marseille également,, une autre medic est violemment frappée au visage et à la hanche par les forces de l'ordre. "C'est comme être dans une voiture en plein carambolage. Les coups venaient de partout" raconte-t'elle à Médiapart.
– À Paris, le 7 novembre, huit medics reçoivent une grenade de désencerclement à leurs pieds, place de la Nation. Ils et elles dénoncent également des coups de matraque de la part de la BRAV-M.
En plus d'être la cible des forces de l'ordre, des medics ont aussi été la cible d'attaques d'individus appartenant à des groupuscules fascistes.
– À Nancy, le 31 octobre, des groupes identitaires d'extrême droite ou d'ultradroite ont menacé des medics avec un couteau.
– À Rouen, un jeune street medic a été interpellé et placé en garde à vue alors qu'il tentait d'aider des personnes violentées par une milice néonazie. Après avoir été interpellé par la police, il a décidé de porter plainte mardi pour violences commises en réunion.
Six ans après la pandémie, les ovations qui parcouraient les balcons chaque jour à 20 heures semblent aujourd'hui bien lointaines. En 2026, pour peu qu'un·e soignant·e enfile une blouse blanche pour prendre soin de manifestant·es, il ou elle devient automatiquement une cible à abattre. En cas de conflit armé, la Convention de Genève et la Statut de Rome assimilent le fait d'attaquer des soignant·es à des crimes de guerre. Comment qualifier autrement la répression policière lorsqu'elle s'abat sur celles et ceux qui viennent simplement porter secours? Qu'importe le rôle tenu par ces bénévoles qui engagent leur temps, leur savoir-faire et souvent d'importantes ressources financières, la milice ne fait pas la différence.